

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UiD11/66-C2-2024-041

**portant prescriptions complémentaires applicables à la
société FRANGAZ exploitant un centre emplisseur de gaz
sur la commune de PORT-LA-NOUVELLE**

*Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V,

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du Code de l'environnement,

VU l'arrêté du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques,

VU l'avis ministériel du 8 février 2017, paru au bulletin officiel relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut seveso seuil haut

VU la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

VU le décret du Président de la République du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-069 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1965 autorisant la Société Française des Pétroles BP à exploiter un centre d'emplissage d'hydrocarbures liquéfiés sur le territoire de la commune de Port la Nouvelle,

VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1971 autorisant la Société Française des Pétroles BP à exploiter dans son dépôt existant de Port la Nouvelle, une sphère de 500 m3 destinée au propane,

VU l'arrêté préfectoral n°50 en date du 22 avril 1975 fixant les prescriptions complémentaires à la Société BP pour l'exploitation d'hydrocarbures liquéfiés comprenant un centre emplisseur,

VU les arrêtés préfectoraux n°68 en date du 2 août 1991 et n°93-2138 du 26 novembre 1993 réactualisant les prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux précités,

VU l'arrêté préfectoral n°2000-039 en date du 13 avril 2000 réactualisant les prescriptions techniques applicables au dépôt de gaz de pétrole liquéfiés et à ses installations annexes,

VU l'arrêté préfectoral n°2007-11-3983 en date du 19 décembre 2007 réactualisant les prescriptions techniques applicables au dépôt de gaz de pétrole liquéfiés et à ses installations annexes,

VU l'arrêté préfectoral n°2010-11-1383 du 20 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de mesures de maîtrise du risque,

VU l'arrêté préfectoral n°2011-017-0014 du 22 avril 2011 relatif à la mise en œuvre de mesures de réduction risque,

VU les arrêtés préfectoraux portant prescriptions complémentaires applicables à la société FRANGAZ n°2018-031 du 10/07/18, n°2019-025 du 20/06/2019, n°2020-027 du 13/07/2021 :

VU la déclaration de changement d'exploitant déposée par la Société FRANGAZ en décembre 2006,

VU l'étude de dangers consolidée pour le centre emplisseur de gaz de Port-la-Nouvelle, document TECHNIP ENERGIES référencé 082823C001-122-RT-P329-0001 révision 0 du 22/04/2021 ;

VU le courrier de la société FRANGAZ en date du 29/04/2024 de transmission de la notice de réexamen de l'étude des dangers pour l'établissement de Port-la-Nouvelle, conformément aux exigences de l'article R.515-98 du Code de l'environnement ;

VU la notice de réexamen de l'étude de dangers du centre emplisseur de FRANGAZ Port-la-Nouvelle, document TECHNIP ENERGIES référencé 216873C001-RT-E&M-001 révision 1 du 29/03/2024 ;

VU le rapport et les propositions en date du 20/06/2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 05/06/2024 à la connaissance du demandeur ;

VU les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel en date du 19/06/2024 ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R.515-98 du Code de l'Environnement et de l'article 4.1 de l'arrêté complémentaire du 20/05/2010 susvisé, la société FRANGAZ a transmis la notice de réexamen quinquennale de son étude des dangers pour le centre emplisseur de gaz de Port-la-Nouvelle ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de ce réexamen quinquennal, il est attendu en premier lieu de l'exploitant qu'il réalise, selon l'avis ministériel du 08/02/2017 « un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques » ;

CONSIDÉRANT que la notice de réexamen (document TECHNIP ENERGIES référencé 216873C001-RT-E&M-001 révision 1 du 29/03/2024) a permis de statuer sur la non nécessité de réviser ou mettre à jour l'étude de dangers ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prescrire le prochain examen de l'étude des dangers et de fixer des prescriptions complémentaires afin de prendre en compte les éléments qui ressortent de la notice de réexamen ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Aude.

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'article 4.1 « Délai de réexamen de l'étude des dangers » de l'arrêté n°2010-11-1383 du 20 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de mesures de maîtrise du risque est supprimé et remplacé par l'article suivant :

Article 4.1 Délai de réexamen de l'étude des dangers

L'étude de dangers de référence pour le centre emplisseur de gaz de Port-la-Nouvelle correspond au document TECHNIP ENERGIES référencé 082823C001-122-RT-P329-0001 révision 0 du 22/04/2021.

Conformément à l'article R. 515-98 du Code de l'environnement, la notice de réexamen de l'étude de dangers comprenant le cas échéant la mise à jour de l'étude ou la révision de l'étude des dangers est transmise à la préfecture et à l'inspection des installations classées avant le **29/03/2029** au plus tard.

Ce réexamen doit être conforme à l'avis ministériel du 8 février 2017 susvisé.

ARTICLE 2

A l'article 8 « Conditions particulières à la circulation et au stationnement des véhicules contenant des substances dangereuses » de l'arrêté n°2010-11-1383 du 20 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de mesures de maîtrise du risque est ajouté le sous-article suivant :

8.5 Interdiction d'accès au site pour les véhicules à propulsion GNV

L'accès sur le centre emplisseur de gaz de Port-la-Nouvelle est interdit aux véhicules à propulsion GNV.

Cette interdiction doit être mentionnée en caractères apparents sur le portail d'entrée.

Cette interdiction peut être levée sur la base d'un complément de l'étude de dangers analysant les dangers liés à ces véhicules et justifiant l'absence de risque supplémentaire.

ARTICLE 3

A l'article 10 « Emplissage de bouteille » de l'arrêté n°2010-11-1383 du 20 mai 2010 relatif à la mise en œuvre de mesures de maîtrise du risque est ajouté le sous-article suivant :

10.3 Interdiction de l'utilisation de bouteilles composites

L'utilisation de bouteilles composites sur le centre emplisseur de gaz de Port-la-Nouvelle est interdit.

Cette interdiction doit être mentionnée en caractères apparents sur le portail d'entrée.

Cette interdiction peut être levée sur la base d'un complément de l'étude de dangers analysant les dangers liés aux bouteilles composites et justifiant l'absence de risque supplémentaire.

ARTICLE 4 – CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 5 – INFORMATIONS DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

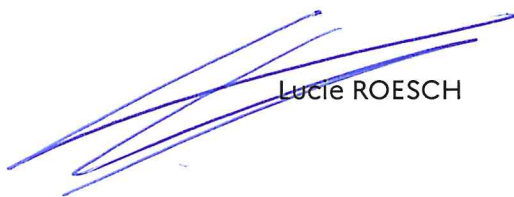
- une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Port La Nouvelle et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette Mairie,
- ce même extrait devra être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION

Le Préfet de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, région Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée administrativement à la Société FRANGAZ dont le siège social est situé Tour Landscape - 6 place des degrés - 92 045 La Défense Cedex.

Carcassonne, le **27 JUIN 2024**

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale et par délégation,



Lucie ROESCH